

Le commissaire européen à l'élargissement, le Hongrois Olivér Várhelyi, s'assoierait-il sur les préoccupations démocratiques pour favoriser l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne ?

Il ressort d'[une enquête](#) publiée par le site *Politico*, en amont d'un sommet UE-Balkans mercredi, qu'Olivér Várhelyi a « *supervisé une campagne visant à minimiser les préoccupations concernant l'État de droit et les droits de l'homme* » chez les candidats à l'adhésion à l'UE, à fortiori en ce qui concerne la Serbie.

« Le respect des droits de l'homme et l'état de droit devraient être les fondements de notre coopération internationale », avait pourtant écrit la présidente de la Commission Ursula von der Leyen dans sa lettre de mission adressée à Várhelyi, rappelle *Politico*.

[Lire La Hongrie décroche enfin le convoité portefeuille de l'élargissement de l'Union européenne](#)

Le commissaire hongrois « *sape la crédibilité de la Commission* » et « *affaiblit clairement la politique de l'UE dans les Balkans* », a déclaré un responsable de la Commission sous couvert d'anonymat. « *Il suit l'agenda de ses maîtres à Budapest, se rapproche des dirigeants autoritaires et ignore largement les questions liées à l'état de droit* », a déclaré aussi un diplomate à *Politico*.

[Viktor Orbán et Aleksandar Vučić](#) se sont beaucoup rapprochés au cours des dernières années, multipliant les rencontres, chaque fois ponctuées de critiques adressées à l'Union européenne et à l'Occident, jugés hostiles.

« La Serbie et la Hongrie veulent défendre l'Europe contre l'immigration », ont proclamé Budapest et Belgrade lors d'[un sommet hungaro-serbe](#) le 8 septembre à Budapest.